Les groupes pour accompagner l'émergence !

Alors que nous vivons les incidences, au départ insoup-çonnées, de l'épisode sanitaire actuel, l'activité agri-cole se poursuit. Les hommes et les femmes qui produisent au jour le jour des biens alimentaires sont sur le pont. Leur quotidien a peu changé si ce n'est les échanges qui sont, comme pour tous, réduits ou qui ont pris une autre forme notamment virtuelle. Depuis quelques mois, partout, on commence à mesurer l'importance des liens, des interrelations, des échanges "vrais". C'est comme si finalement les liens interpersonnels étaient reconsidérés comme indispensables à notre condition d'être humain.

Aussi, dans ce contexte si particulier, Terra vous propose un dossier dédié aux groupes en agriculture, comme une évidente nécessité de se redire que l'échange est primordial pour mieux vivre son métier. Alors que l'agriculture est attendue sur tous les plans dans une période de transitions multiples, le collectif reste une force. Les élus de la chambre d'agriculture de Bretagne le rappellent dans leur projet stratégique. Comment concrètement accompagner les initiatives, les projets avec les agriculteurs et agricultrices ? Comment répondre aux enjeux d'aujourd'hui et de demain ? De l'émergence d'idées à la conduite de projets : illustrations d'initiatives de groupes accompagnés par la chambre d'agriculture en Bretagne.

PRDAR
PROGRAMME RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL
BRETAGNE

Coordination du dossier : Manuela Voisin (chambres d'agriculture de Bretagne) avec Lise Marrec (Terra).

Rédaction Terra : Claire Leclève, Chantal Pape, Hélène Bonneau, Lise Marrec.

GROUPE 30 000 RES'AGRI Pays du Roi Morvan

Groupe 30 000 Res'agri Pays du Roi Morvan.

Gagner en autonomie grâce au groupe

Au cœur de la Bretagne, sur le secteur du Faouët (56), la groupe culture de Res'Agri Pays du Roi Morvan, cultive depuis déjà de nombreuses années, "la culture de groupe". Entraide, partage, au-delà des rendez-vous bout de champs, c'est aujourd'hui aussi sur leur téléphone que leurs agriculteurs s'informent et se forment pour gagner en autonomie de décision. Retour sur le bilan des actions d'un groupe très actif, en constante évolution.

Le 25 mars dernier, les agriculteurs du groupe 30 000 de Rés'Agri Pays du Roi Morvan, membre du réseau Rés'Agri 56, ont dressé le bilan des actions menées depuis 2017. Ce groupe, s'inscrit dans la continuité du groupe culture préexistant sur le secteur. Il regroupait initialement, une douzaine de producteurs avant de s'étendre petit à petit jusqu'à atteindre aujourd'hui plus d'une vingtaine de personnes. Leurs objectifs initiaux : gagner en autonomie de décision et diminuer l'usage d'intrants. Trois ans plus tard quel bilan en retirent-ils ?

DÉVELOPPER L'AUTONOMIE

Les agriculteurs ont pu bénéficier d'un accompagnement collectif et individuel réalisé en grande partie par Christelle Samson, conseillère agronomie de la chambre d'agriculture. Rendez-vous bout de champs, plateforme, travaux dirigés, diagnostic agro-écologique, calcul des IFT et même plus originale, plantation de "slips en coton" afin de suivre et observer la vie des sols, les occasions de se voir et d'échanger ensemble ne manquent pas, au fil des saisons. Mais, c'est aussi en virtuel que les membres interagissent sur une application. *"Notre groupe Whatapp c'est le BSV[1] local"*, sourit l'un des producteurs, *"Je fais le tour des cultures en quad et je poste mes questions en direct"*, ajoute un second. *"C'est intéressant de partager et d'être personne ressource les uns pour les autres"*, souligne Éric H, *"cela nous permet de conforter et sécuriser ses choix en s'appuyant sur le collectif"*. Ainsi, globalement, les producteurs, ont gagné en assurance et autonomie, comme l'illustre Éric P : *"Le travail sur les charges de mécanisation m'a incité à faire encore plus attention sur les choix d'intervention et le choix des pièces d'usure ou d'entretien"*. Pour Sébastien, en cours d'installation au moment de la création du projet, cet accompagnement l'a véritablement aidé dans la prise en main des itinéraires techniques et la gestion des traitements phyto de ses cultures et *"c'est moi qui décide et pas mon technicien"*, ajoute le jeune agriculteur.

> Conforter et sécuriser mes choix en m'appuyant sur le groupe

DES CHANGEMENTS DE PRATIQUES TECHNIQUES

Comme le souligne Mathieu, responsable du groupe : *"Les pratiques ont évolué dans la majorité des exploitations dans la même direction : vers une diminution de l'usage d'intrants, parfois inutiles ou superflues"*. Chacun, individuellement avance sur sa stratégie, Yoan, par exemple, a quasiment arrêté le Roundup ; pour Laurent, c'est le labour qu'il a diminué. Tous soulignent, une meilleure appréciation de l'état de santé des cultures, une meilleure compréhensive des choix phyto en collaboration avec le technicien et une maîtrise des choix de variétés, conduites culturales en fonction des objectifs fixés. Pour certains, comme Éric H, ce travail de réflexion lui permet d'envisager aujourd'hui un passage au bio.

POUR ALLER PLUS LOIN

Les membres du groupe ne souhaitent pas s'arrêter là. Leur curiosité éveillée, chacun y va de son idée pour poursuivre son cheminement personnel : *"J'aimerai faire plus d'analyses de terres pour affiner mes choix"*, explique Sébastien. René, quant à lui, souhaite anticiper d'avantage et il se le dit à lui-même, *"je dois demander les informations plus tôt, j'ai dû faire des traitements, par exemple, alors que j'aurais pu les éviter si j'avais demandé un avis plus tôt"*. Certains encore, comme Jean-Louis, envisage de se lancer dans le désherbage mécanique. Collectivement, le groupe prévoit de déposer un nouveau dossier 30 000 pour continuer à progresser *"pour faire vers mieux avec moins"*, car pour eux, l'accompagnement de Christelle est indispensable. *"J'ai une posture de facilitatrice, j'essaye de les laisser, dans un premier temps, faire leur propre analyse et s'entraide avant d'intervenir"*, explique la conseillère. De plus, *"il y a une véritable émulation grâce au groupe"*, souligne Laurent, co-responsable. Et en effet, le groupe a accueilli récemment de nouveaux membres et souhaite élargir également avec des agriculteurs en bio. De belle perceptrices.

Lise Marrec

[1] Bulletin de Santé du Végétal.

La vie des groupes

160 groupes animés par les conseillers chambre maillent le territoire en Bretagne en partenariat avec Rés'Agri en Finistère et Morbihan,

75 groupes d'échanges techniques en élevage sur des enjeux technico économiques,

53 groupes d'échanges agronomie sur des enjeux liés à la production mais aussi à la diminution des phytos, au travail du sol, à l'irrigation…,

60 groupes projets : filière, énergie, climat, communication, biodiversité…,

4 groupes en bio dans diverses productions.

Les producteurs de fraises de PLOUGASTEL

Les hampes des fraisiers sont peignées, pour une meilleure qualité du fruit.

Union sacrée autour de la fraise de Plougastel

Qu'ils livrent à leur coopérative ou à un grossiste ou pratiquent la vente directe à la ferme ou sur les marchés, la quasi-totalité des producteurs de fraises de Plougastel (29) se sont regroupés en association pour défendre un produit de qualité et une notoriété dont n'hésitent pas à profiter régulièrement des distributeurs peu scrupuleux.

"Fraises gariguette de Plougastel, origine Espagne". C'est en voyant de tels panneaux fleurir dans les enseignes de la grande distribution que les producteurs de la pointe bretonne, soumis à un marché de plus en plus concurrentiel, ont décidé de reprendre leur avenir en mains. *"Malgré sa notoriété et sa qualité, aucune reconnaissance officielle ne protège la fraise de Plougastel",* indique Joëlle Péron.

UNE DÉMARCHE DE QUALITÉ

Qu'ils cultivent la fraise en jardin suspendu ou en pleine terre, qu'ils livrent à la coopérative Saveol ou à un grossiste, qu'ils pratiquent la vente directe à la ferme ou sur les marchés, 35 des 38 producteurs de la zone[1] "Plougastel", se regroupent en association en 2017. Dans la foulée, ils prennent contact avec la chambre d'agriculture pour monter un projet autour d'une démarche de qualité, une différenciation qui leur permettrait de réserver l'appellation Plougastel à leur seule production.

"Ils ont commencé par suivre une formation-action d'un an", se souvient la conseillère, qui suit le groupe depuis son lancement."*Et ils ont échangé avec des producteurs d'oignons de Roscoff, qui ont décroché une AOP, des producteurs de mâche nantaise, qui ont choisi une IGP".* Un signe de qualité qui séduit les fraisiculteurs de Plougastel qui, à leur tour, se lancent dans une démarche qui s'annonce longue et compliquée, sans aucune garantie de succès.

UN TRAVAIL DE LONGUE HALEINE

Le dossier se monte peu à peu. Après avoir reçu la directrice de l'Inao, l'institut qui délivre signes de qualité et d'origine, un cahier des charges est rédigé, tenant compte des différents modes de culture et de commercialisation.

Commandée à Météo France, une étude climatique montre de vraies différences dans cette presqu'île qui profite de la proximité de la mer. *"Les faibles amplitudes thermiques sont favorables à la précocité et à la qualité des fruits,* détaille Joëlle Péron. *Et une étude sur l'occupation des sols montre une présence très forte du bocage, qui protège les cultures".* Des atouts qui se conjuguent avec le savoir-faire des producteurs, pour un résultat incomparable. *"Les hampes florales sont peignées, ce qui permet au fruit de grossir dans les meilleures conditions".* Et cueillies à maturité, les fraises sont conditionnées dès la récolte, pour une meilleure conservation et commercialisées au plus vite.

L'enjeu de l'obtention d'un signe de qualité est de taille ! *"Il permettra de préserver le savoir-faire des producteurs, de lutter contre la concurrence des autres bassins de production mais aussi d'obtenir une meilleure valorisation et de relancer l'installation".* Mais c'est un travail de longue haleine qui attend les producteurs car *"le chemin sera semé d'embûches",* les a déjà prévenus la directrice de l'Inao.

Chantal Pape

(1) À la fin des années 90, un plan de relance a limité le territoire aux communes de Plougastel et Loperhet et à la partie située au sud de la RN 165 de Dirinon, Hanvec, L'Hôpital Camfrout, Daoulas et Logonna-Daoulas.

Jordane Le Page (ici avec sa mère Isabelle) veut s'installer en fraises de Plougastel pour "perpétuer le savoir-faire".

S'installer en production de fraise : un enjeu

Productrice de fraises à Plougastel, Isabelle Le Page a rejoint l'association rapidement après sa création. "J'ai toujours été intéressée par l'histoire et celle qui lie la fraise à Plougastel me passionne. J'ai tout de suite adhéré à la démarche d'une demande d'obtention d'un signe de qualité : c'est vital de préserver notre notoriété et notre savoir-faire. Nous sommes aujourd'hui un groupe de producteurs motivés. Je suis convaincue que nous allons collectivement progresser dans nos pratiques".

L'installation est un sujet qui lui tient à cœur. La majorité des producteurs a plus de 50 ans. Elle est directement concernée puisque Claude, son mari, vient de prendre sa retraite. Jordane, leur fils, ne se destinait pas à devenir producteur de fraises. Éducateur spécialisé, il a tout lâché pour revenir sur l'exploitation. "C'était pour donner un coup de main au début, mais cela s'est transformé en projet d'installation. L'idée de perpétuer le savoir-faire de Plougastel a motivé mon choix", précise-t-il avec une certaine fierté.

L'exploitation produit des fraises sur 1,5 ha et, au plus fort de la saison, emploie 35 personnes. "Je démarre de zéro et je prendrai le temps nécessaire pour me former".

Certains outils seront repris par des enfants de producteurs mais cela ne suffira pas à renouveler les générations. La question de l'accès au foncier reste prépondérante. Cependant, avec l'obtention d'un signe de qualité, Isabelle Le Page et les responsables de l'association espèrent que, comme Jordane, d'autres jeunes seront attirés par la production de fraises de Plougastel. / Joëlle Péron

Tiphaine Chatal a porté avec les responsables de Res'Agri Sud Morbihan la création "du petit guide du voisinage", amené à connaître une grande diffusion, pour être utile.

Avec

RES'AGRI

Un "petit guide de *bon* voisinage"

Bien vivre tous ensemble, l'aspiration fait société. C'est aussi l'objet du "petit guide de bon voisinage", petit par la taille, grand par l'ambition. Initié par Res'Agri Sud-Est-Morbihan, il favorise la communication entre les agriculteurs et leurs voisins pour faire de la campagne un lieu de vie commun. Le point avec Tiphaine Chatal.

2015, deux crises de plein fouet, celle du lait, mais pas que ! *"Il y a eu l'agribashing, la virulence de ces associations qui mettaient en avant des choses tellement tordues qu'on se disait mais ce n'est pas possible que cela se passe en France ! "*. Le visage de Tiphaine Chatal que pourtant illumine son immense sourire, comme une élégance en toute circonstance, s'est assombri. *"Et puis, poursuit-elle, le fait que personne ne prenne en compte l'humain dans cette histoire et qu'on laisse ces gens depuis des années au bord du gouffre, alors que ce sont des élevages intégrés pour beaucoup de ceux qui étaient montrés ! Cela a été double choc"*, déplore cette jeune femme.

"POUR LES AGRIS PAR LES AGRIS"

Installée à 22 ans en 2014, sur une ferme laitière à Nivillac (56), avec son compagnon et deux salariés à mi-temps, passionnée d'accueil, *"c'est dans mes gènes"*, Tiphaine Chatal a fait de sa ferme laitière familiale de 80 VL sur 160 ha, une ferme pédagogique. Elle y cultive son bonheur d'accueillir groupes et enfants pour faire comprendre ce métier et sa vocation nourricière. Ce avec aisance et simplicité. Un engagement aussi auprès des groupes de développement au travers de Res'agri, *"j'ai toujours suivi mon père petite dans les groupes, notamment en lait. Plus tard, aussi. C'est sympa, convivial, il y a de l'échange, on parle de sa ferme. Je me suis vite rendue compte que c'était là où je devais aller chercher la bonne info. On s'y compare et on progresse ensemble"*, résume cette convaincue, investie, qui y a fait ses armes et en a gravi les responsabilités. *"Là, on est acteur. On met en place des choses pour les agris par les agris et comme on en fait partie, on sait ce dont les agris ont besoin. Ça vient du terrain et on est utile"*, campe aujourd'hui la présidente de Res'agri Sud est Morbihan.

BIEN VIVRE ENSEMBLE ET RESPECT DE CHACUN

Autant de raisons qui lui ont valu, en octobre dernier, d'être lauréate du concours national Graines d'Agriculteurs. Un trophée dont elle ne se vante pas mais qui change la donne. *"Je me sentais peu soutenue sur cet aspect de ferme pédagogique. Un truc soit disant de femme... Là, c'est un retour de reconnaissance professionnelle et je me sens reconnue comme telle, avec une utilité. On ne sera jamais assez nombreux à ouvrir nos fermes !"*. Ouvrir, montrer, expliquer, communiquer, un fil rouge chez Tiphaine Chatal *"face au gros manque de connaissances qu'on constate"*. Alors, *"après ces épisodes d'agribashing, on a décidé, avec le conseil d'administration de Res'agri du Sud-Est-Morbihan, d'organiser une soirée débat en 2019. Il y avait beaucoup de monde. On sentait qu'il nous manquait un outil pour communiquer"*. L'idée inspirante d'un guide "du bien vivre ensemble", élaboré il y a quelques années sur la région de Questembert, fait son chemin au sein du conseil d'administration de Res'agri. *"On a commencé à plancher sur les messages ; faire court sans se justifier de tout, ce n'était pas évident et nous nous sommes inspirés d'un document fait en Île de France que nous avons adapté, côté graphisme et messages, à notre territoire"*. Le document, une feuille A4, recto-verso, pliée en trois volets décrit d'un côté les engagements de l'habitant.e, de l'autre côté, celle de l'agriculteur.trice. Le tout étant complété de repères, tant sur l'agriculture morbihannaise que sur ce que produisent les agriculteurs.

PETIT GUIDE, GRANDES RETOMBÉES

"Nous avons bouclé le document à la fin de l'année dernière, des messages courts, visuels, attrayants. Nous souhaitions qu'il soit inclusif, qu'il serve à tout le monde". Dont acte, Res'agri pour le département du Morbihan l'a adopté. *"On a mis cinq ans pour trouver quelque chose qui plaise à tout le monde et surtout soit utile"*, résume de la tâche Tiphaine Chatal. Un document tiré pour une première édition à 5 000 exemplaires pour 500 euros. Reste à le diffuser pour qu'il touche sa cible. *"Nous allons le présenter à l'association des maires pour qu'il soit donné à la faveur des cérémonies d'accueil des nouveaux arrivants dans les communes"*, ambitionne la représentante de Res'agri. *"Il faut le diffuser, c'est impératif d'assurer ce suivi mais sans gaspiller"*. Le document est amené à évoluer et être décliné aussi sous forme d'affiches *"destinées aux salles d'attente, là où on a le temps de lire, chez le médecin, le notaire"*. Pour en faire la plus large diffusion possible.

> On ne sera jamais assez nombreux à ouvrir nos fermes !

Claire Le Clève

Les maraîchers bio du TRÉGOR

Un groupe qui avance vite

Sarah Bascou, conseillère en agriculture biologique à la chambre d'agriculture de Bretagne, détecte des interrogations similaires de plusieurs maraîchers bio sur le territoire du Trégor (22). Elle propose alors aux agriculteurs une première rencontre. Retour sur la constitution d'un jeune groupe.

S'ils se connaissent tous individuellement, ils n'ont pas d'occasions de travailler en groupe. Or, le contact se fait immédiatement entre les professionnels du maraichage bio, qu'ils soient installés depuis 20 ans ou tout juste arrivé dans le métier. *"L'installation en maraîchage bio est un métier très prenant et assez solitaire. Or, des envies similaires émergeaient dans la tête de chacun mais étaient difficiles à mettre en œuvre seul car trop gourmandes en temps et en énergie"*, se souvient Sarah Bascou.

DES THÉMATIQUES QUI ÉMERGENT VITE

En novembre dernier, cette première réunion est l'occasion d'un grand brainstorming pour révéler les sujets potentiels de travail. Huit maraîchers s'interrogent sur la pertinence de choisir telle ou telle thématique et en quoi la traiter en groupe peut être facilitant. Il s'avère que le groupe peut répondre à nombre de problématiques individuelles.

Quatre sujets font consensus : la mutualisation des coûts et la valeur ajoutée des productions, une communication commune pour gagner en visibilité, le partage d'expériences et la gestion de la charge de travail. Des sujets qui intéressent car, dès la seconde réunion, le nombre de maraîchers bio est passé à 11 grâce au bouche à oreille et, aujourd'hui, 15 personnes constituent ce groupe.

> Des envies similaires émergeaient dans la tête de chacun mais étaient difficiles à mettre en œuvre seul car trop gourmandes en temps et en énergie
>
> Sarah Bascou

UNE PRIORITÉ : MIEUX SE CONNAÎTRE

Certains projets comme la mutualisation des coûts demandent d'établir une confiance solide entre les partenaires du groupe. Ainsi, avant d'entrer de plain pied dans ces sujets d'envergures, les agriculteurs décident de se présenter à tour de rôle leurs exploitations. *"Dès la première visite, le premier maraîcher a mis en place trois procédures nouvelles dans sa ferme et travaille sur une quatrième. Le groupe avait déjà répondu à certaines interrogations individuelles"*, explique Sarah Bascou.

Ces échanges peuvent être assimilés à de la formation. Matériel, paillage, rotations, mise en place de nouvelles cultures, tout est passé au crible. Alors que collectivement, ils avaient décidés de se réunir exclusivement de mi-novembre à mars, pour éviter les périodes de travaux intenses, ils ont choisis de poursuivre ces visites une fois par mois durant deux heures pour avoir une vue d'ensemble des fermes d'ici septembre.

Un autre projet a pu voir le jour rapidement. En effet, l'un des maraîchers a reçu la visite d'un jeune entrepreneur parisien proposant de l'achat/vente de paniers de légumes. Il a décidé, via l'intermédiaire de Sarah Bascou, de le présenter au groupe et certains sont déjà entrés dans le lancement test de ce projet. *"Une formule gagnant-gagnant"*, estime la conseillère de la chambre d'agriculture.

ALLER PLUS LOIN

Certaines questions méritent plus de réflexion avant de s'engager, mais, là-aussi, le groupe s'interroge et va rechercher des informations. Ils avaient tous identifié la charge de travail comme une difficulté du métier. Sarah Bascou leur a donc proposé un échange avec le Sdaec-Terralliance pour mieux connaître leurs droits et pourquoi pas la possibilité de prendre un salarié à temps partagé ? *"Certains ont découvert qu'ils avaient la possibilité de prendre des vacances grâce à ses structures et d'autres ont travaillé avec Terraliance. Il reste encore à faire le bilan, mais cela a ouvert le champs des possibles, et c'est bien là tout l'intérêt des groupes d'agriculteurs"* estime la conseillère.

Dès la rentrée de septembre, le groupe va s'atteler à la mutualisation des moyens, à leur capacité à produire et transformer des produits venant de chez eux ou de leurs partenaires.

L'aventure est à son commencement.

Hélène Bonneau

Pixabay

Pixabay

Cercle prospective réuni à Plélan-le-Grand.

Concertation locale pour une meilleure qualité de l'eau

Sur le bassin versant Chèze-Canut, un collectif d'un nouveau genre a vu le jour : un "cercle prospectif". Celui-ci est composé d'agriculteurs mais aussi de représentants d'associations environnementales et de la société civile, d'élus, d'administrations et de scientifiques. Ensemble, ils tentent de mettre en œuvre des solutions applicables et atteignables pour améliorer la qualité de l'eau. Quand les intérêts de chacun divergent : comment se coordonner et avancer ?

LA GENÈSE DE CONCERTATION LOCALE

Fin d'année 2019, en période de campagne pour les municipales, trois associations environnementales font pression, auprès du syndicat d'eau CEBR[1] et des candidats aux municipales de Maxent, Treffendel, Saint-Thurial et Plélan-le-Grand, pour expérimenter le "Zéro phyto", sur le bassin versant Chèze-Canut. Frédéric Chevalier, élu chambre d'agriculture du secteur, met alors en garde les élus : *"Si vous souhaitez créer un climat de défiance et alimenter les tensions sur votre territoire, vous ne pouvez pas mieux vous y prendre !"*. Pour lui, la concertation avec les principaux concernés, les agriculteurs eux-mêmes, est indispensable : *"Rien ne vaut un paysan pour parler à un paysan"*, assure-t-il .

C'est dans cet esprit qu'une première réunion d'information à destination des agriculteurs est organisée fin novembre à Treffendel. Ils sont une quarantaine à se déplacer et exprimer un besoin de valoriser les démarches déjà mises en places ces dernières années et de clarifier les objectifs et les moyens à mettre en œuvre.

S'ÉCOUTER POUR SE COMPRENDRE

Pour éviter les tensions et jeux de réponses par médias interposés, et à l'inverse fédérer les acteurs du territoire, la chambre d'agriculture saisit l'opportunité du programme de recherche européen FarMaine en partenariat avec l'Inrae, la Cebr et le Cnam. C'est ainsi que naît le "cercle prospectif".

Ce collectif d'une trentaine de personnes est composé d'élus, de maires, du syndicat du bassin versant du Meu, des représentants d'associations signataires du manifeste, membre du conseil de développement du Pays de Brocéliande, chercheurs et d'une dizaine d'agriculteurs. *"Pour nous, il était important de représenter la diversité agricole du territoire, c'est pourquoi nous avons ciblé des agriculteurs de tous les âges, hommes et femmes, bio, conventionnel, circuits courts ou intégrés..."*, explique Frédéric.

L'objectif du collectif est de partager une vision des *"transitions agricoles, à activer pour un développement durable sur le bassin versant"*, d'identifier les points de blocages et les moyens pour agir de façon efficiente. Deux réunions se sont tenus en septembre et octobre. *"Le respect et l'écoute sont des notions clés pour ouvrir le dialogue entre des personnes avec des intérêts parfois opposés"*, explique l'élu qui souligne *"le travail d'animation réalisé par Olivier Girma de la chambre d'agriculture"*.

Ainsi, au terme de cette réflexion, tous s'accordent sur une ligne directrice : *"Améliorer la qualité de l'eau sans rajouter de charges aux agriculteurs, en termes de temps, de charges financières..."*.

> Améliorer la qualité de l'eau sans rajouter de charges aux agriculteurs

DES ACTIONS CONCRÈTES MISES EN PLACE PAR LES AGRICULTEURS

En parallèle, les agriculteurs poursuivent et renforcent leurs actions. *"En 2020, huit agriculteurs ont testé le désherbage mécanique. De plus, un groupe "Émergence 30 000" est en train de se construire..."*, explique Aurélie Lajoye, animatrice territoriale. Malgré la covid, les conseillers Crab, dont Youna Girault, conseillère agronomie, poursuivent le travail de mobilisation des agriculteurs, sur le terrain et à distance (via des questionnaires en ligne) pour collecter leurs suggestions. *"Plusieurs leviers sont imaginés : reserves foncières, échanges parcellaires, implantations de haies ou de cultures comme le chanvre ou le miscanthus, valorisation par les Paiements pour Services environnementaux de certaines actions... "*, énumère Frédérique. *"L'objectif, c'est que chacun puisse trouver dans "cette boite à outils", les leviers qui lui correspondent, selon ses contraintes et ses envies"*, ajoute-il. *"Nous sommes prêts à l'expérimentation, mais nous aurons besoin d'accompagnement, de financements et de soutien de la part des collectivités"*. Une prochaine rencontre du "cercle prospectif", permettant de passer à l'action et responsabiliser chacun des acteurs, devrait bientôt avoir lieu.

Lise Marrec